

pour les compagnies dont les produits ne se vendent que sur le marché canadien. Si oui, quand pense-t-il pouvoir annoncer ses projets?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, on a étudié la question. Des dispositions sont en voie d'étude et seront annoncées au moment opportun.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous dire si l'on songe à protéger nos produits agricoles du Canada?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, cela n'est pas de ma compétence et je préfère ne pas donner trop de précisions là-dessus.

M. Roger-E. Régimbal (Argenteuil-Deux-Montagnes): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Vu que les rajustements tarifaires de la négociation Kennedy pourraient bien aboutir au chômage dans certaines industries, le ministre de l'Industrie a-t-il consulté le ministre de la Main-d'œuvre en vue d'établir un programme de choc, pour accélérer le recyclage et le déplacement des employés touchés par ces changements?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, ces entretiens ont eu lieu.

[Plus tard]

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): J'aimerais poser au ministre du Commerce ou au premier ministre une question qui se rapporte à la question adressée tout à l'heure au ministre de l'Industrie au sujet de la négociation Kennedy. Le ministre du Commerce ou le premier ministre peuvent-ils nous assurer que le gouvernement étudie la possibilité d'atténuer les répercussions de la négociation Kennedy sur l'agriculture comme il le fait à l'égard d'autres secteurs de l'économie. Somme toute, l'agriculture est encore une industrie.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Il me faudra parler avec mes collègues à ce sujet, monsieur l'Orateur.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA PARTICIPATION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE AU PROGRAMME DE RECYCLAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. W. Groos (Victoria, C.-B.): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre

de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Selon le ministre, la Colombie-Britannique aurait-elle signé un accord avec le gouvernement fédéral en vue de collaborer au programme de recyclage dont on vient de faire mention. Si tel n'est pas le cas, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quelles en sont les conséquences à l'égard du nombre des vacances disponibles pour ceux qui veulent s'inscrire au programme et développer leurs talents?

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député doit admettre que sa question est peut-être un peu trop détaillée et qu'elle devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Groos: Monsieur l'Orateur, si je puis poser la première question maintenant, je pourrais reprendre la seconde à dix heures.

M. l'Orateur: Il serait plus simple de reprendre les deux à dix heures.

LE PACIFIQUE-CANADIEN

LE RÈGLEMENT DES ACCIDENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire parlementaire du ministre des Transports. C'est une question qui, non seulement nous intéresse tous les deux, mais intéresse aussi le ministre du Travail, le ministre des Transports et son ministère. Le secrétaire parlementaire a-t-il un rapport à présenter au sujet des demandes faites par les équipes de train du Pacifique-Canadien en vue d'améliorer les dispositions qui devraient être prises quant aux soins d'urgence et au transport et d'agir plus efficacement en cas d'accidents de chemin de fer?

M. l'Orateur: J'estime que le député devrait faire inscrire sa question au *Feuilleton*.

L'AGRICULTURE

L'APPLICATION DES SUBVENTIONS AU TRANSPORT DES CÉRÉALES DE PROVENANCE AUX PRODUITS DE L'ONTARIO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, je devrais adresser cette question au ministre des Forêts ou au ministre de l'Agriculture, mais comme ils ne sont pas à la